



Ce que les médias ne vous diront pas sur Jérusalem-Est

Par [IPSC](#)

Mondialisation.ca, 18 novembre 2014

palestinecampaign.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Les Palestiniens de Jérusalem-Est subissent au quotidien la brutalité de l'occupation israélienne. Et pourtant, leurs souffrances sont ignorées par la plupart des médias occidentaux.

La semaine dernière, les journalistes occidentaux se sont intéressés à Jérusalem seulement parce qu'un colon israélien, Yehuda Glick, a été blessé par balle le 29 octobre près de la vieille ville.

Et pourtant, la violence contre les Palestiniens est un aspect constant de la vie à Jérusalem-Est, et nos médias n'en parlent pas.

Les Palestiniens de Jérusalem-Est subissent leur expulsion de la ville, la démolition de leurs maisons, les restrictions de leur liberté de circulation, la surveillance, et la violence des colons et des soldats. Et ceci s'ajoute à la construction illégale de colonies sur leur terre.

C'est par des mesures comme celles là - toutes en violation des lois internationales - qu'Israël essaie de nettoyer ethniquement Jérusalem-Est de sa population palestinienne. Le but défini d'Israël est d'instituer et de maintenir la totalité de Jérusalem comme sa capitale.

Le 23 octobre, le Premier Ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a fait [une déclaration](#) qui réitérait ceci en disant : « Jérusalem unifiée était et restera toujours la capitale d'Israël. » Il a exigé le renforcement de la souveraineté israélienne sur la totalité de Jérusalem avec le déploiement de troupes supplémentaires.

Vous trouverez ci-dessous un petit guide sur ce à quoi ressemble la vie des Palestiniens de Jérusalem-Est, dont le but est de combler les lacunes des reportages dans les médias :

Historique

Avant 1947, la totalité de Jérusalem était palestinienne. Après la partition de la Palestine par les Nations Unies cette même année, l'ONU a qualifié Jérusalem de zone internationale. Israël a envahi Jérusalem Ouest et a établi une frontière de facto connue sous le nom de Ligne Verte, chassant des dizaines de milliers de Palestiniens de cette partie de la ville. En 1967, Israël a occupé puis annexé Jérusalem Est. L'occupation et l'annexion de Jérusalem Est sont illégales selon la législation internationale.



Cartes de résidents

Israël a annexé Jérusalem Est et déclare qu'elle fait partie d'Israël. Et pourtant, alors qu'ils paient des impôts à Israël, les Palestiniens qui vivent à Jérusalem Est n'ont pas la citoyenneté israélienne. Ils doivent faire la demande d'une carte de résident, demande qui doit être fréquemment renouvelée.

[Pour obtenir le renouvellement de cette carte](#), les Palestiniens doivent prouver aux autorités israéliennes que Jérusalem Est est leur « lieu de vie ». Dans ce but, ils doivent fournir quantité de documents, dont l'assurance santé et des factures remontant à plusieurs années, que beaucoup de Palestiniens n'ont pas.

En conséquence, beaucoup de Palestiniens qui n'avaient jamais vécu ailleurs qu'à Jérusalem Est ont perdu leur carte de résident. Et une fois expulsés, ils n'ont plus le droit de revenir.

Ceux qui ont vécu ailleurs pendant plus de sept ans verront aussi la révocation de leur résidence et n'auront plus le droit de revenir.

[La loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël](#) interdit aux Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza et d'autres pays définis d'entrer à Jérusalem pour un regroupement familial. Ceci a fait que des époux ont été séparés l'un de l'autre et des enfants de leurs parents. Depuis 2005, soit deux ans après le vote de la loi, plus de 125.000 demandes de regroupement n'ont pu aboutir.

Les Palestiniens qui vivent à Jérusalem Est et qui ont un enfant doivent demander au Ministère de l'Intérieur une carte de résident pour leur enfant. Israël accorde à l'enfant une carte temporaire valable deux ans seulement et qui doit être régulièrement renouvelée. Il y a actuellement environ 10.000 enfants palestiniens qui vivent sans autorisation à Jérusalem Est et qui n'ont par conséquent pas accès aux services dont l'éducation et la santé.

Depuis 1967, [Israël a retiré la carte de résident](#) à plus de 14.000 Palestiniens de Jérusalem Est. 11.000 cartes ont été retirées entre 1995 et 2013.



Démolition de maisons

Le 4 novembre, les forces israéliennes ont mené un raid sur Silwan, faubourg de Jérusalem Est, et ont démoli [les maisons de deux familles](#), déclarant que ces maisons n'avaient pas de permis de construire valable.

Les familles palestiniennes vivent dans la peur constante de voir leurs maisons détruites. Israël a démoli plus de [27.000 maisons palestiniennes](#) à Jérusalem Est, en Cisjordanie et à Gaza depuis l'occupation de ces territoires en 1967. Des dizaines de milliers d'autres maisons sont menacées par des ordres de démolition en attente.

A Silwan, les maisons palestiniennes sont détruites pour faire place à un centre touristique et un parc national israéliens. Ne serait-ce qu'à Silwan, plus de 1.000 Palestiniens s'attendent à la perte de leur maison.

C'est [presque impossible pour les Palestiniens d'obtenir un permis de construire](#) des autorités israéliennes. Presque toutes les demandes, dont l'enregistrement coûte 5.000 £, sont refusées.

Mais les familles palestiniennes, pour lesquelles [aucune nouvelle maison n'a été construite](#) depuis des décennies à Jérusalem Est, ont besoin d'agrandir leur espace vital. De désespoir, ils l'agrandissent sans avoir reçu l'autorisation et doivent alors vivre dans l'espoir que leur maison ne sera pas détruite.

L'ordre de démolition, s'ils le reçoivent, est assorti d'une amende. La police et l'armée israéliennes escortent les bulldozers, et les familles ont 15 minutes pour sortir de chez elles avec le plus possible de leurs biens. Ils doivent payer le coût de la démolition, qui peut atteindre des millions de livres. Ceux qui ne peuvent pas payer risquent la prison. Avec 70 % des Palestiniens de Jérusalem Est vivant sous le seuil de pauvreté, [certains sont obligés de détruire eux mêmes leur maison](#).



Les démolitions de maisons induisent pour ces familles éclatées des maladies et des traumatismes psychologiques, surtout chez les enfants. Des organisations d'assistance fournissent à ces familles, qui ont perdu leur logement, des tentes pour une installation temporaire, et les conditions de vie sont rudes.

Les Palestiniens des faubourgs de Jérusalem-Est, tels Silwan et Sheikh Jarrah, manifestent pacifiquement toutes les semaines contre les menaces sur leurs communautés, mais ces manifestations non-violentes sont presque toujours ignorées dans les reportages des médias occidentaux.

Construction de colonies

Alors que les autorités israéliennes refusent aux Palestiniens l'autorisation pour les projets

d'extension de leurs logements, tous les gouvernements israéliens depuis 1967 se sont engagés dans la construction illégale de colonies à Jérusalem Est.

Le 27 octobre, Netanyahu a annoncé que [1.000 nouveaux logements de colons](#) seraient construits dans la ville occupée.

Environ 350.000 colons israéliens vivent dans des colonies illégales à Jérusalem-Est. Les Palestiniens ont l'interdiction de vivre dans ces colonies qui ont été construites sur la terre où existaient autrefois leurs quartiers.

La construction stratégique de ces colonies a fait que Jérusalem-Est est physiquement coupée du reste de la Cisjordanie.



Violence

Les Palestiniens qui vivent à Jérusalem Est subissent [une violence féroce et suffocante](#) de la part de la police et des colons israéliens.

[La violence des colons](#), qui comporte des attaques sur les biens ainsi que sur les gens, reste généralement impunie.

Or le plus souvent, elle est surveillée par la police et des militaires israéliens.

Les activités illégales des colons prennent de nombreuses formes. Le 30 septembre par exemple, [des colons ont investi sept maisons palestiniennes à Jérusalem-Est pendant la nuit](#), chassant les familles qui y vivaient. Les colons étaient accompagnés par des agents de police.

Cet été, et ce n'était pas la première fois, des bandes de lyncheurs de droite ont [envahi les rues de Jérusalem](#). Quelques victimes palestiniennes ont été battues jusqu'à l'évanouissement, alors que la police israélienne mettait beaucoup de temps à réagir ou bien ignorait carrément les agressions.

Au cours de leur vie quotidienne, les Palestiniens de Jérusalem Est subissent le harcèlement et [la violence de la police et de l'armée](#), y compris aux checkpoints pour franchir le Mur d'Apartheid.

Arrestations et détentions sans chef d'accusation sont habituelles et, durant les quatre derniers mois, Israël a intensifié sa campagne d'[arrestations massives](#) contre les Palestiniens de Jérusalem-Est. Depuis juillet, la police israélienne a arrêté [plus de 900 Palestiniens](#), dont des enfants, à Jérusalem-Est.

L'utilisation de gaz lacrymogènes, d'eau puante (à l'odeur de chair pourrie), de drones et d'hélicoptères à basse altitude contre les Palestiniens de Jérusalem-Est n'a cessé d'augmenter ces derniers mois.

Cette semaine, on a décrit la situation affrontée par les Palestiniens de Jérusalem-Est comme « [une lutte pour la survie](#) ».



Al Aqsa

Le 4 novembre, le Ministre israélien du Logement, Uri Ariel, qui est un colon, a dit sur une station de [radio israélienne](#) qu'il espérait voir construire un temple juif à la place de la Mosquée Al Aqsa.

Il n'est pas le seul.

Moshe Feiglin, député du Likoud et également colon, a plusieurs fois appelé à la destruction de la mosquée Al Aqsa et à la construction d'un « Troisième Temple » à sa place. [Feiglin pénètre tous les mois dans le complexe d'Al Aqsa](#), accompagné d'autres colons et de la police armée qui retient les Palestiniens au dehors et les empêche de prier.

Beaucoup de ces colons sont nés aux Etats Unis et appellent ouvertement à une [extrême violence contre les Palestiniens](#), y compris en tuant par balles des enfants palestiniens.

Yehuda Glick, le rabbin extrémiste sur qui on a tiré plus tôt ce mois-ci, [appartient aussi à un groupe](#) qui plaide pour la destruction de la mosquée et son remplacement par un « Troisième Temple ».

Glick et ses disciples [prennent régulièrement d'assaut le site de la mosquée](#) et se baladent sur son esplanade, souvent sous la protection de la police armée. Rien qu'en 2014, Glick et son groupe de colons sont entrés sur le site en janvier, en février, deux fois en juin, en juillet et en août. Les Palestiniens qui essaient d'arrêter ces intrusions risquent l'arrestation.

Les provocations et la [violence israéliennes en relation avec Al Aqsa](#), et les restrictions pour les Palestiniens qui viennent y prier, sont trop fréquentes et, par conséquent, trop nombreuses pour les détailler ici, mais vous pouvez les trouver ici.

Voici les incidents pour [octobre seulement](#) : des soldats et des colons israéliens ont envahi l'espace de la mosquée, agressant et blessant des fidèles, alors que les soldats lançaient des bombes de gaz (le 9 oct.) ; des centaines de policiers israéliens se sont rués sur le site en lançant des grenades assourdissantes, des gaz lacrymogènes et des balles d'acier enrobé de caoutchouc (le 13 oct.) ; l'armée israélienne a envahi la mosquée, lançant des

gaz lacrymogènes et enfermant les Palestiniens désarmés à l'intérieur. [Cette vidéo](#) montre l'attaque (le 14 oct.).

Et, le 5 novembre, 300 soldats israéliens ont [surgi à l'intérieur de la mosquée](#), alors que les Palestiniens priaient. Ils étaient suivis par des centaines de colons israéliens qui envahirent le site.

Ce ne sont pas des incidents isolés, mais simplement des exemples récents des provocations et de la violence subies par les Palestiniens en relation avec Al Aqsa, et qui ne sont pas relatés dans les médias ici. Les journalistes passent ces agressions sous silence, non seulement au moment où ils se passent, mais aussi lorsqu'ils relatent les tirs sur Glick, privant leurs récits de leur contexte et de leur historique.

Combiné à leur incapacité à fournir de l'information sur le train-train quotidien de l'occupation subi par les Palestiniens de Jérusalem-Est et sur les essais d'Israël pour les chasser de la ville, on ne peut qualifier leurs reportages que de fondamentalement trompeurs.

Photo : Répression israélienne à Jérusalem

Version originale: [What the media won't tell you about East Jerusalem](#) (*Palestine Solidarity Campaign*- 6/11/14)

Traduction : J. Ch. pour l'[Agence Médias Palestine](#)

La source originale de cet article est [palestinecampaign.org](#)

Copyright © [IPSC](#), [palestinecampaign.org](#), 2014

Articles Par : [IPSC](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca